

Communisme en mouvement

Numéro 23

septembre 2008

Sommaire

1. Editorial :

Une fausse base commune sans rapport avec la gravité de la situation – Déclaration des Communistes unitaires membres du Conseil national du PCF..... p. 2

2. Interventions au Conseil national du PCF des 5-6 septembre 2008 :

Sentiment d'impuissance ou conscience de la force politique que peut devenir le mouvement populaire - Pierre Zarka..... p. 3
Européennes 2009 : une réponse politique unitaire - Jean-Michel Ruiz..... p. 4

Motion sur l'Europe – déposée par Jean-Michel Ruiz..... p. 5

Nouvelle organisation du communisme - Refondation de la gauche – B. Calabuig p. 7
Ouvrir le champ des possibles – Dominique Grador p. 9
Nous avons besoin de ruptures franches – Jean-Paul Salon p. 12

3. Contributions

Une autre organisation politique est possible – Gilles Alfonsi..... p.14
Force d'appoint ou force d'appui -Dominique Blanchard..... p.26
Démocratie ou barbarie – " Un réseau pour le Congrès "..... p.37
Le plaisir de refaire le monde – Serge Grossvak..... p.44

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

Une fausse " base commune " sans rapport avec la gravité de la situation

Déclaration des « Communistes Unitaires » du Conseil national du PCF¹

Le texte proposé au Conseil national pour préparer le Congrès est en quelque sorte une provocation. Alors qu'il est partout attendu un sursaut, des idées neuves, il reproduit en plus banal les schémas anciens. Pire, la réflexion recule par rapport aux innovations des années 90-2000. C'est un retour au Parti des années 80, la force politique en moins. Nous nous sommes exprimés à de nombreuses occasions, sous différentes formes et nous ne retrouvons à aucun moment ce que nous portons dans ce texte abusivement appelé « base commune ». Comme Pierre Laurent le dit dans son rapport, certaines options sont d'ores et déjà écartées., contrairement aux décisions de l'Assemblée générale de Décembre dernier. Ce congrès-là n'est pas le nôtre.

Par un simulacre de démocratie, il est proposé aux options alternatives d'exposer leur point de vue en 10 minutes et sans débat. C'est un peu tard pour prendre en compte la diversité de notre Parti. Il semble que la gravité de la situation ne soit pas perçue. A moins que plus simplement ne soit fait le choix de maintenir, faute de mieux, un petit parti qui pour survivre aurait besoin de quelques élus négociés avec le PS. Cette mise sous tutelle pour faire vivre un appareil est bel et bien une liquidation du PCF. Nous ne sommes pas devenus communistes pour cela.

Nous exposerons nos analyses et nos propositions pour continuer de faire vivre l'idée communiste dans le cadre d'une gauche qui renoue avec l'esprit d'alternative.

1. Cette déclaration a été faite vendredi 5, après le rapport et le débat sur l'Europe, le rapport concernant le projet de base commune et les interventions d'autres sensibilités qui ont suivi.

2. Interventions au Conseil national

Sentiment d'impuissance ou conscience de la force politique que peut devenir le mouvement populaire

Pierre Zarka, Seine-Saint-Denis

L'enjeu des européennes est plus politique qu'institutionnel : il s'agit de savoir ce qui va désormais l'emporter du sentiment d'impuissance ou de la conscience de la force politique que peut devenir le mouvement populaire. A mes yeux, aujourd'hui, la question de dégager des perspectives prime sur le témoignage et la dénonciation. Je ne crois pas que faire dire ce qui ne va pas puisse être actuellement un levier politique. La colère sociale est acquise, ce qui ne l'est pas, c'est la vision d'une issue.

L'obstacle à franchir est ailleurs.

Il y a la distance des institutions et lieux de pouvoirs vis-à-vis des différents milieux populaires. Les partis politiques aujourd'hui symbolisent cette distance. S'ils sont médiateurs de la vie politique, ils en sont aussi ceux qui se l'accaparent. Le seul exemple d'investissement massif du champ institutionnel avec bonheur, que l'on ait eu à se mettre sous la dent ces trente dernières années, est celui du TCE. Or ce qui caractérise la situation, c'est que les représentants du peuple ont des choix en matière d'Europe contraires aux choix de la majorité des Français ainsi que des peuples qui ont pu s'exprimer. Cette situation va-t-elle s'aggraver avec les échéances électorales ou commencer à changer sous l'effet du nombre d'élus correspondant aux aspirations ?

Ces éléments nous dictent nos responsabilités. Est-ce que ce que nous ferons va donner vigueur au mouvement populaire ou pensons-nous que la clé de la situation est le score que nous pourrions accoler au Parti ? Autrement posé : sommes-nous la finalité de l'élection à venir ou sommes-nous un levier pour

favoriser le démarrage d'une dynamique politique populaire ? La clé ne se trouve-t-elle pas dans la volonté de retrouver ce qui a assuré partout où elle s'est produite la victoire du NON à la constitution européenne ?

Le potentiel de 2005 n'a pas disparu comme par enchantement. Mais - il y a un grand *Mais* - l'expérience de la Présidentielle a interrompu ce cours et nous a singulièrement discrédités. Au point que l'absence de possibilités politiques ne pèse pas seulement sur le champ politique mais vient sérieusement handicaper le mouvement social lui-même. On ne peut pas dire que la riposte aux menées de Sarkozy soit actuellement flamboyante. On peut toujours renvoyer la responsabilité aux autres et en dégager la nôtre mais c'est inventer une cloison entre le social et le politique qui n'a jamais existé. En rester à l'incantation à la gauche pour qu'elle se ressaisisse ne fait que renforcer l'opinion dans la certitude de notre impuissance et que seul le PS pourrait être à la rigueur un recours en faveur du moindre mal. Encore que le fait que les sondages indiquent que Sarkozy aurait aujourd'hui un meilleur résultat qu'en 2007 ou une toute autre approche, le NPA, en dit long sur un désir de mouvement et d'action politique et de nouveau auquel nous ne répondons pas. Et la discussion de ce matin sur la Poste a montré qu'on ne peut rester à osciller entre le PS à tout prix ou le parti tout seul.

Se tourner délibérément vers un nouveau type de construction, incluant, sur un pied d'égalité, des forces recherchant la radicalité à gauche, qu'elles soient importantes ou qu'elles ne le soient que peu, serait le signe qu'il y a autre chose à faire qu'à supplier le PS de revenir à gauche. Nous savons depuis des années que de limiter le rapport des forces au face à face PC/PS, quelle que soit l'influence du parti, se fait au détriment de la transformation sociale : nous faisons 20% lors de la signature du programme commun et le PS 16. Qu'espérons-nous aujourd'hui si nous ne changeons pas radicalement le champ et la nature des acteurs impliqués ? Comment même pourrait-on attribuer au Parti le moindre apport et la moindre efficacité en dehors de ce changement de construction politique ?

J'attire l'attention sur le fait que de ne pas prendre de décision rapidement est, de fait, une manière d'esquiver et de mettre le parti devant le fait accompli : plus on attend et plus on pourra plaider que nous n'avons plus le temps ni l'écoute permettant une construction nouvelle et rassembleuse, et plus il ne nous restera comme une évidence qu'à faire comme d'habitude...avec les mêmes résultats que d'habitude.

Européennes 2009 : une réponse politique unitaire

Jean-Michel Ruiz, Val d'Oise

Dans ce débat sur l'Europe, je serais très inquiet si l'on sortait une nouvelle fois d'un CN sans position claire quant à notre stratégie électorale.

Les communistes dans les Fédérations sont en attente de propositions tranchées dans ce domaine car on constate que ça bouge, vite mais de façon désordonnée, à gauche, avec l'alliance « libérale-altermondialiste » des écologistes d'un côté et le NPA de l'autre.

Je partage les critiques émises à l'égard de ces attelages mais leur médiatisation ne garantit pourtant rien de bon pour nous.

En effet, quand je parle d'inquiétude, en particulier, celle de ne plus avoir de députés européens communistes, ce qui serait une catastrophe pour les citoyens quand on connaît le travail qu'ont accompli Francis Wurtz et Jacky Hénin.

Je propose donc que le Conseil national se prononce par vote sur une courte motion, que j'ai déposée à la présidence, qui ne fige rien mais lance une dynamique, ouvre une perspective. Elle prend en compte les idées d'urgence et de rassemblement large, plusieurs fois exprimées dans le débat.

Elle nous permettrait cependant d'affirmer clairement que nous nous engageons dans une démarche plus proche de celle adoptée lors de la campagne référendaire que de celle de l'élection présidentielle.

Motion sur l'Europe

motion déposée par J.M. Ruiz

Il y a 3 ans, particulièrement sous l'impulsion du rassemblement des forces de la gauche alternative, la majorité des Français a refusé le projet de constitution européenne libérale ; et il y a moins d'un an, Sarkozy et les 2/3 des parlementaires français ont bafoué ce vote en congrès extraordinaire. Tous ceux qui veulent une autre Europe pourront-ils se faire entendre ?
C'est en tout cas le souhait des communistes.

L'expérience a prouvé de manière dramatique que l'éparpillement des forces alternatives déçoit, détourne de tout combat et écœure nombre de citoyens. Seule une réponse politique unitaire peut avoir le poids qui convient face aux attaques contre les droits sociaux, les services publics et les libertés. En matière d'Europe, nous sommes d'accord sur l'essentiel. Nous pouvons nous retrouver ensemble sur une même liste.

Le PCF prendra toutes les initiatives, participera à toutes les rencontres pour que converge la diversité des forces qui avaient permis à la gauche d'alternative de faire entendre l'espérance d'une autre Europe. Cette liste sera un espoir pour tous ceux qui en Europe ont besoin que leurs attentes pèsent sur la vie politique.

Nouvelle organisation du communisme Refondation de la gauche

Bernard Calabuig, Val d'Oise

Une contrainte d'ordre personnel a empêché B. Calabuig d'être présent au CN dans le créneau horaire consacré à la discussion du texte préparatoire au congrès dans sa globalité. Dans un souci de transparence, B. Calabuig a transmis l'intervention qu'il y aurait prononcée.

Le texte qui nous est proposé n'est pas à la hauteur de la gravité de la situation. Notre congrès se déroulera 18 mois après l'échec de la gauche à la Présidentielle avec un score historiquement bas et après le résultat catastrophique de notre parti. Il se tiendra dans une période de restructuration du paysage politique (constitution du NPA et installation progressive du bipartisme.) Cette situation, grave de dangers pour l'avenir du PCF et lourde de conséquences pour l'ouverture d'une politique de gauche dans notre pays, devrait nous inciter à une analyse lucide et poussée au moins sur trois questions.

D'abord la crise du communisme, je crois que le texte doit se positionner sur la nature de celle-ci. Soit nous considérons que la crise du communisme est conjoncturelle et, dans ce cas, il suffit d'améliorer un peu l'outil, de parfaire notre projet en attendant le rebond, soit nous apprécions que la crise est d'ordre structurel, dans cette hypothèse, qui est la mienne, il faut pour faire vivre un communisme du 21^{ème} siècle plus que quelques aménagements : il faut opérer de véritables ruptures.

D'autre part, le texte subordonne la crise du communisme exclusivement à « l'échec tragique des expériences qui se sont réclamées du communisme. » Certes, le soviétisme nous colle à la peau parce que, malgré notre filiation et notre insertion française, nous avons été pendant longtemps une section de l'Internationale communiste qui en a respecté la doctrine et qui a été absorbée, comme tous les autres partis du mouvement communiste international, par le phénomène du stalinisme. Mais nous ne pouvons faire l'impasse sur les occasions manquées : la condamnation tardive du stalinisme et nos lenteurs à tenter de nous extirper du modèle, les retards pris à analyser les évolutions de la société française, les bouleversements qui s'opéraient dans tous les domaines. Dire cela ce n'est pas gommer l'apport communiste à toutes les avancées sociales

et démocratiques. Quand allons-nous ouvrir le débat pour essayer de comprendre pourquoi toutes les entreprises de réformes des partis communistes ou de relances du communisme ont échoué ? C'est vrai à l'Est, avec les expériences de socialisme à visage humain des années 60 et plus tard avec la Perestroïka. C'est vrai aussi à l'Ouest, avec l'échec de l'eurocommunisme, l'échec de la mutation des années 70 en France, dont le 22^{ème} congrès fut le point fulgurant, et dernièrement l'échec de la mutation des années 90. Nous concernant, rien n'a enrayé notre déclin électoral, n'est-il pas temps de s'interroger sur le cadre dans lequel ces évolutions se sont effectuées ?

Parce que je ne renonce pas au parti pris du communisme politique, je pense qu'il est urgent pour le communisme et pour la gauche d'entrer dans une nouvelle étape. Je pense qu'il faut engager dans le même mouvement un travail de **fondation d'une nouvelle organisation du communisme et une refondation de la gauche**. La fondation d'une nouvelle organisation du communisme, avec ce que nous appelons la force communiste, associant à égalité de droit les communistes potentiels, celles et ceux qui n'appartiennent pas au PCF mais ont quelque chose à voir avec le communisme. Il s'agirait en fait de la construction d'une nouvelle maison commune pour faire vivre un communisme de notre temps. Si les mots ont un sens, on peut appeler cela la transformation du parti. A ce sujet, je note que le projet de document est fort discret sur la nature même des transformations à opérer. Force est de constater que le texte est muet sur une question essentielle qui est pourtant un point de l'ordre du jour du congrès. En juin, nous avons eu débat sur rénovation ou transformation du parti, nous avons tranché pour une profonde transformation. Il est donc aujourd'hui légitime de s'interroger sur la nature et le sens des transformations qui seront mises en débat. Je note également que le texte est en retrait sur les résolutions de nos précédents congrès, rien n'est dit sur nos rapports avec la force communiste, le travail de l'atelier que nous avons timidement engagé ces six dernières années est ignoré. **Sur le plan du fonctionnement**, où en est-on de la réflexion amorcée depuis le 28^{ème} congrès visant à « *mettre en correspondance la société que nous voulons, notre conception de la transformation révolutionnaire et l'organisation* », ce qui nous a amené à sortir du centralisme démocratique et à reconnaître la diversité comme une richesse ? Aller au bout de cette logique impliquerait aujourd'hui de reconnaître, et pas seulement dans les périodes de congrès, non seulement la diversité mais aussi l'expression organisée de celle-ci.

Cette refondation du communisme politique me semble indispensable, mais elle est aussi insuffisante, car dans la situation actuelle elle ne suffit pas à résoudre la question de la perspective politique. **Donc se pose la question de la refondation de la gauche**. Comment sortir du piège dévastateur qui prend notre peuple dans un effet ciseau : gauche d'adaptation majoritaire d'un côté, et gauche exclusivement cantonnée dans la contestation de l'autre. Il ne suffit plus de dire aujourd'hui que l'essentiel est que le PCF prenne une grande initiative de rassemblement politique, comme il le fit naguère avec le Front populaire ou le programme commun. Le parti disposait alors d'un ancrage important, ses adhérents et son électoral étaient jeunes, et de nombreux intellectuels contribuaient à nourrir le travail d'élaboration.

Tout cela n'est plus vrai aujourd'hui. Je crains que, quoi que nous puissions imaginer, nous ne soyons pas entendu, si nous ne contribuons pas par des actes à faire converger les sensibilités d'alternatives jusqu'à ce qu'elles constituent un rassemblement durable qui fasse force politique. Le texte qui nous est proposé est à mon sens un mixte de l'orientation du 25^{ème} congrès (1985) et du pacte unitaire pour le progrès (1994), la constitution de fronts variables selon les sujets et des alliances électorales à la carte qui ne seront pas lisibles pour nos concitoyens. La plupart du temps, ce type d'orientation nous renverra dans des alliances électorales avec le PS sans que nous ne puissions empêcher son recentrage, nous cantonnant ainsi dans un rôle d'aiguillon. Je ne récuse pas toute alliance avec le PS, mais je tiens compte aussi de la mutation qu'il est en train d'engager. Il ne peut y avoir de renouveau à gauche si nous n'engageons pas des processus dynamiques de rassemblement de toutes les forces critiques de la gauche.

Une liberté de pensée et d'expression que la base commune ne permet pas d'atteindre

Dominique Grador, Corrèze

Avec l'autorisation de l'auteure

Après un détour de quelques années et trois congrès qui en ont pris le contre-pied, nous voici rendus à une conception plus traditionnelle de la gauche et de son union. Pour dire vite et de façon un peu désabusée, c'est le retour au temps de la gauche plurielle, mais avec un PS ultra dominant, un bipartisme étouffant et un parti communiste très affaibli, la mutation en moins.

Le monde - nous le décrivons plutôt bien - a changé. La gauche - nous le disons - est en crise. Le PCF est pris en tenaille entre, d'une part, un PS - dont les débats montrent à la fois ce qu'il en est d'un choix social-libéral de plus en plus assumé et le poids qu'y représente l'échéance présidentielle - et, d'autre part une extrême-gauche capable de capter un mécontentement populaire, une combativité des plus jeunes. Capable aussi de donner le change au besoin de nouveau qui s'exprime par rapport à des identités idéologiques d'un autre temps. Et tout cela en gardant la main sur un rassemblement que la LCR souhaite sur le mode d'une avant-garde contestataire finalement sectaire.

Pour ce qui concerne notre projet, ce que nous en disons est assez semblable à ce que nous en avons dit à nos trois précédents congrès avec des variantes selon que l'accent était mis sur telle ou telle force politique ou sociale avec laquelle nous privilégions une construction commune.

Rien ne manque - et c'est juste qu'il en soit ainsi - concernant la maîtrise sociale des marchés, la démocratie participative, un autre mode de développement, de production, de consommation, une autre Europe, un autre monde...

Mais face à ce que nous décrivons de la société, de la crise de la gauche et du communisme, le projet de base commune m'est apparu beaucoup moins prolix tant en matière d'initiatives politiques à prendre que de transformations à opérer en nous-mêmes pour faire bouger l'ordre actuel des choses et le regard que nos concitoyens portent sur nous.

A juste titre, nous y réaffirmons la primauté de l'intervention populaire déjà très présente dans *Le Défi démocratique* de Georges Marchais et le *Pacte unitaire pour le progrès* de Robert Hue. Mais nous ne tirons comme seule cause de nos échecs à faire vivre cette primauté dans l'union avec le PS ou dans le rassemblement anti-libéral que notre prétendue incapacité à faire (je cite) « de notre autonomie d'expression et d'action la condition première ». Ce qui, à mes yeux, rappelle peu ou prou le rassemblement autour de nous. Franchement, notre difficulté à exister et peser dans le débat national ne tient-elle pas essentiellement à la perception qu'ont ou pas les gens de l'utilité de ce que nous exprimons et plus encore de ce que nous sommes? Et cela malgré une réalité militante et électorale incontestable, la reconnaissance de certaines de nos valeurs et engagements.

Cette question de la crédibilité du PCF en tant que force nationale de transformation, si elle est pointée dans le projet comme un problème, n'est pas traitée comme un enjeu des choix à opérer pour repenser le parti lui-même. Au mieux est-elle traitée à l'ancienne sur le mode de l'invitation à faire mieux, plus...

Nous écrivons fort justement refuser la voie du renoncement dans sa version sociale - libérale ou sectaire - mais quelles initiatives proposons-nous qui remettent en selle la perspective concrète de la transformation sociale, la révolution démocratique que nous appelons de nos vœux?

Comment croire que les espaces permanents que nous proposons permettront au PCF de reprendre pied dans le pays, de déjouer le bipartisme quand le pouvoir est en jeu, de desserrer la tenaille dont j'ai parlé.

Quant au communisme dont nous affirmons la pertinence, que disons-nous d'intéressant, de neuf pour qu'il soit véritablement mis au compte du mouvement qui abolit l'ordre des choses. Et dans l'ordre des choses à abolir, il y a aussi à abolir les échecs du communisme passés et actuels.

Et le parti? L'option unique affichée dans le texte est de repenser son avenir mais à l'interne de ce qu'il est, avec l'objectif de l'améliorer dans une conception qui m'apparaît très proche de celle de l'avant-garde, chargée d'éclairer sur les possibles du changement un peuple qui les ignorerait. C'est à mes yeux un obstacle pour saisir le sens nouveau des réalités au compte d'une transformation progressiste de la société et du monde.

J'ai exprimé à maintes reprises mon choix personnel dans les débats de nos instances locales, départementales et nationales, en faveur de la construction, à égalité avec d'autres, d'une force politique nouvelle d'émancipation humaine, à la gauche du PS

Il n'appartient pas au 34e congrès d'en décider.

Par contre, il lui revient soit de rester ce que nous sommes, en mieux je le souhaite, soit d'engager un processus qui permette d'expérimenter les voies radicalement nouvelles de la création d'un parti politique moderne. C'est pour que vivent et progressent, dans les conditions de notre époque, les idées communistes auxquelles nous sommes tous légitimement attachés, que je propose que cette nouvelle force politique ne se réfère plus aux conceptions qui ont prévalu à l'avènement de notre organisation pour faire la révolution au nom de la IIIe Internationale.

A mes yeux, cela suppose que le plus grand nombre possible d'adhérentes et d'adhérents se posent des questions qui, jusqu'ici, étaient considérées comme sacrilèges. Toutes ces questions qui, tout au long de notre histoire, ont constitué comme un mur sur lequel venait se briser tous les efforts de rénovation bien réels entrepris par les directions successives. Je crois que ce que nous sommes aujourd'hui, le niveau atteint par notre déclin, devraient conduire à regarder au-delà de ce que nous avons l'habitude de voir. Il ne s'agit pas seulement de produire, encore moins de reproduire. Il s'agit d'inventer dans un monde où tout s'accélère et se complexifie pour que notre conception d'un communisme d'émancipation humaine acquière une force propulsive qu'elle n'a pas.

C'est d'une telle liberté de pensée et d'expression dont nous aurions besoin. Impossible de l'atteindre avec une base si peu commune qu'elle fait aboutir le débat avant même qu'il n'ait eu lieu.

Seule une vraie confrontation libérée des censures culturelles et politiques que nous nous imposons trop souvent pourrait mettre de l'envie et de l'espoir dans une préparation de congrès qui en manque singulièrement.

Or non seulement les choix d'organisation jusque dans le déroulement de ce CN ne le permettent pas, mais la base qui sera proposée au vote ne respecte pas le mandat de l'assemblée générale des communistes selon lequel, je cite, « il ne s'agit d'exclure aucune hypothèse concernant le parti ou sa stratégie, ni de prendre à l'avance une orientation que les communistes choisiront à leur congrès. »

« Le temps est venu de repenser le changement ». Cette belle idée en exergue du texte semble ne pas nous concerner en tant que parti. Comme si, je l'ai écrit à Pierre Laurent, la force du PCF tenait à sa capacité à demeurer le point fixe d'un monde qui bouge. Ce peut être une hypothèse mais pas la seule. Or d'autres propositions, auxquelles le mandat de l'assemblée générale faisait référence, sont renvoyées à

la marge du texte, à des annexes.

Dès lors je m'interroge : comment donner confiance dans l'effort collectif avec une base qui clôt le débat au lieu de l'ouvrir alors même qu'elle ne trouve pas grand chose à dire sur les évolutions nécessaires du PCF. Dans ces conditions, je ne peux voter une base si peu commune.

Nous avons besoin de ruptures franches

Jean-Paul Salon, Dordogne

avec l'autorisation de l'auteur

La cohérence du texte ne nous permet pas d'être dans les grands débats idéologiques qui traversent la société en France en Europe et dans le monde. Nous constatons la réalité du monde et nous plaquons notre analyse. On dit, il y a du « nouveau », il y a des « bougés ». Sans doute mais ce ne sont que des évolutions par rapport à des textes passés que nous reformulons. Ce dont nous avons besoin c'est de ruptures franches, mises en débat pour reconstruire, sinon nous risquons de faire un texte de plus qui ne permettra pas d'engager la refondation du communisme et du Parti communiste.

Cela nous permettrait de répondre point par point à l'offensive idéologique libérale et de nous construire une identité nouvelle à partir de ces contradictions.

Quelques exemples :

- La façon dont nous prenons la mondialisation en rajoute à la chape de plomb qui pèse sur les consciences. Nous devons partir de ce qu'elle représente comme possible dans le processus d'humanisation et travailler à partir de l'espoir de ces possibilités inédites pour l'Homme de se penser « citoyen du monde » pour combattre à partir de là l'obstacle du capitalisme.

- Nous devrions affirmer que le communisme est le parti de l'individuel et que l'émancipation humaine c'est d'abord cela.
- Le travail, osons dire que notre conception opposée au « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy, c'est travailler « moins pour vivre mieux ».
- Sur le débat autour du retour de l'Etat, notre conception ne peut être de choisir entre étatsisme ou privatisation mais de promouvoir une autre voie, celle de la propriété sociale.
- Sur les institutions, la question n'est pas seulement leur changement. La droite le fait, le Parti socialiste le propose. Le discrédit qui les touche, appelle une autre démarche, une autre dimension fondatrice, celle de la réinvention de la République de façon à renouer les liens historique avec cet idéal.

- Notre analyse de la situation politique ne prend pas en compte la nouveauté. Après une quinzaine d'années de rejet de la politique et de recherches dans le mouvement social d'une construction alternative hors des partis politiques et de la politique, nous sommes dans un moment nouveau ou l'appel à un projet ne vient pas que des citoyens. Des responsables d'associations, des syndicalistes y font appel. Notre proposition politique ne peut l'ignorer et se limiter à leur proposer à figurer sur nos listes électorales. En faisant cela nous continuons à entretenir la coupure entre le social et la politique. Pourtant ce qui est nouveau, bien au-delà de nos rangs, c'est la recherche non pas d'un lien entre les deux mais la possibilité d'une construction commune. Faisons appel à tous les niveaux à cette possibilité de contribuer à la construction d'une alternative de transformation sociale. Ne rejetons pas le rôle et la place des organisations sous prétexte de nous protéger des cartels et de la peur de perdre notre autonomie.

Nous devons faire appel à l'imagination et non pas au ralliement ou au soutien si nous voulons réellement une refondation communiste de notre temps.

3. Contributions pour le 34e Congrès du PCF

Une autre organisation politique est possible

La refondation du PCF sur lui-même a échoué

Gilles Alfonsi, Section de Saint-Denis, 93

Cette contribution au 34^{ème} congrès mêle des réflexions générales concernant l'avenir du communisme politique en général et du PCF en particulier, ainsi que des éléments sur mon expérience de membre du Conseil national.

J'aborde successivement l'enjeu principal de l'affrontement avec nos adversaires - à savoir l'ambition de la transformation de la société -, l'impasse de l'ancienne gauche et de nos choix stratégiques récents, la crise existentielle de la direction, le choix d'assumer pleinement la référence au communisme et la nécessité d'ouvrir avec d'autres un processus de création d'une nouvelle force politique.

L'ambition de la transformation de la société

A travers le dénigrement du communisme politique et sa marginalisation durable, ou au contraire grâce à sa revivification et à sa refondation créative, se joue une part du combat global pour l'émancipation.

Ce que visent les adversaires des communistes n'est en effet pas d'abord de régler des comptes avec l'histoire du socialisme réel ou avec un parti, même si pour eux l'histoire du socialisme réel et la critique du PC sont des leviers. Ce qu'ils combattent, c'est une transformation véritable des rapports sociaux, une transformation de la société.

Certains considèrent que le combat émancipateur est en définitive dangereux. Parce qu'ils ne croient pas possible que les humains aient la capacité de décider d'être plus justes, ils trouvent qu'il s'agit là du « passé d'une illusion », ou d'une utopie puérile. Ils tirent comme conclusion du fait que des communistes ont, dans les pays qui se sont réclamés du communisme ou du socialisme, porté la main sur les libertés, que toute ambition de dépassement des dominations est néfaste. D'autres estiment préjudiciable à leurs intérêts l'existence d'un courant politique revendiquant de changer en profondeur l'ordre social.

Ceux qui n'ont pas cessé depuis des années de lutter contre le communisme et les communistes, ceux qui ont décrété à la suite de François Furet, ou qui croient, à la « fin de l'histoire » sont souvent en réalité des laudateurs du système capitaliste. Peu leur importe que le capitalisme ne soit plus le profond moteur social qu'il fut après la Révolution française puisqu'ils ont la conviction qu'aucun autre monde n'est possible.

Ce sont eux qu'Alain Badiou met en cause comme « *le pouvoir d'une maigre oligarchie de dirigeants d'entreprises, de détenteurs de capitaux, de politiciens consensuels et de stars médiatiques* », manière de signifier clairement que nous ne sommes pas seulement là dans des échanges philosophiques ou intellectuels mais qu'en fait les promoteurs de la pensée unique ont bien intérêt à ce que le système qui les rétribue perdure. Il est vrai qu'on a trop tendance à ne pas oser désigner clairement certains de nos véritables adversaires pour ce qu'ils sont : des opportunistes, des profiteurs, des démagogues etc., pleins de contradictions. Nos mises en cause sont beaucoup trop polies.

Il importe cependant de ne pas se tromper d'ennemi. La différence est énorme entre ceux-là, les indémodables promoteurs du libéralisme, les casseurs d'espoirs - en fait une poignée d'individus surmédiatisés - et la majorité des citoyens, pour qui le communisme ne relève pas du possible, même lorsqu'il pourrait être « souhaitable ». Ils ne perçoivent rien du communisme, notamment du fait que nous n'arrivons pas à dire ce qu'il est depuis au moins la chute du mur de Berlin, ou depuis le programme commun, à moins que ce ne soit depuis 1968, etc.

Ceux-là ne nous reprochent pas de vouloir changer le monde, de combattre les injustices et d'envisager un au-delà du capitalisme et des dominations. Mais ils doutent franchement de la possibilité de le faire. A la limite ils « font confiance » à des élus communistes pour mettre en œuvre des politiques sociales, mais ils ne croient pas que cela puisse changer véritablement leur vie.

Le métier des premiers est de faire que le doute des seconds devienne une certitude : que le doute sur la possibilité d'ouvrir une autre ère des rapports entre les humains se transforme en certitude que cela n'est pas possible et que cette utopie concrète est même néfaste.

Voilà l'entreprise en cours ; mais elle se heurte à de nombreuses résistances. Des résistances actives, comme celles du mouvement social, de nombreux militants, d'intellectuels et de citoyens qui sans proposer encore une véritable alternative politique n'en sont pas moins porteurs d'espoirs d'autre chose ; des résistances « passives » aussi, avec ces espoirs spontanés qui ne manquent pas de percer dans le mouvement de la vie, ces utopies qui n'en finissent pas d'apparaître et de faire bouillir la marmite de l'utopie (mais une utopie souvent désincarnée).

A la veille du 34^{ème} congrès du PCF, il importe de bien saisir ce que l'ère Sarkozy tente de faire rentrer durablement dans les têtes, l'essentiel de ce que l'idéologie dominante tente de distiller : **le combat**

principal de Sarkozy et des siens est d'effacer des consciences la possibilité d'un au-delà du capitalisme. Et il importe de saisir ce qui se joue dans des polémiques et des débats publics où toujours les mêmes « intellectuels » viennent proclamer la mort du communisme et la gloire du capitalisme. Et aussi de comprendre jusqu'où peuvent aller les parti-pris de certains, lorsque les accusations d'antisémitisme sont en fait le masque derrière lequel il est reproché à tel ou tel son engagement en faveur d'une critique radicale de la société actuelle (qu'elle soit communiste, libertaire, écologiste ou qu'elle n'ait pas de nom). Nos adversaires font preuve d'une grande violence.

Tout cela doit nous aider à prendre nous-mêmes la mesure de ce que le combat pour l'émancipation met en question, de ce qu'il implique comme détermination, comme inscription dans un temps long, contre les visées opportunistes et les illusions sans lendemain.

Notre politique, notre action doivent se situer dans le long terme, et notre action quotidienne doit être déterminée par les questions de fond. Nous ne cherchons pas à modifier la conjoncture, même si toute avancée conjoncturelle desserrant l'étau des dominations apporte l'expérience que cela est possible ; nous cherchons à concevoir une autre manière de faire société.

En fait, **tous les « partisans de l'émancipation », tous ceux qui envisagent un au-delà du capitalisme, devraient s'inquiéter du délitement actuel du communisme politique en France et du PCF : même ceux qui pensent que la mort de l'ancien est le passage obligé d'une construction nouvelle peuvent faire le constat qu'il y a là un recul idéologique.**

Mais si tous les « partisans de l'émancipation » ont de bonnes raisons de s'inquiéter du délitement du communisme politique et du PCF, **tous les communistes, eux, devraient se soucier de produire les actes forts permettant précisément de rompre avec ce délitement et de relancer le combat émancipateur.**

La rupture nécessaire concerne non seulement la matrice historique caduque de l'organisation communiste aux yeux du plus grand nombre - parce qu'elle signifie logique pyramidale, verticalité, délégation là où s'inventent aujourd'hui des pratiques horizontales, de réseau, fondées sur l'appropriation des savoirs - mais aussi la prise en compte des aspirations et des possibilités de notre temps. Un abandon de plus, prolongeant les autres et leur donnant (peut-être) le coup de grâce, ne suffirait pas pour une relance du communisme politique.

L'impasse de l'ancienne gauche

Une des leçons des trente dernières années est qu'il n'existe pas d'espace entre le triomphe du néolibéralisme, qui inclut aujourd'hui le divorce en train d'être consommé entre le libéralisme économique et le libéralisme politique, et son dépassement radical. Non seulement les gouvernements sociaux-démocrates ont échoué à humaniser le capitalisme, comme en témoignent les périls écologiques et l'accroissement considérable de toutes les inégalités, en France et

dans le monde, mais **la social-démocratie n'a plus rien à proposer : ni vision cohérente de la société, ni critique globale du capitalisme, ni alternative politique, ni projet ni programme permettant une franche réorientation des politiques menées.**

Plutôt que des aménagements qui ne changent rien au fond, - à quoi bon faire de la politique si c'est pour ne *rien* changer ? - , nous préférons une philosophie politique qui pose les questions de l'essence des pouvoirs, qui cherche à changer la nature des relations humaines et des relations de l'humain avec la nature, une politique qui prenne de front le problème d'une société de consommation qui conditionne les individus et contrôle leur désir, pour lui préférer une éducation qui forme des esprits libres.

Un autre choix est de faire silence sur l'essentiel des dominations et sur les réalités des intérêts contradictoires qui existent dans notre société. Mais c'est faire l'impasse sur le fait qu'il n'existe pas deux mondes (sauf dans certains clichés, y compris militants) : l'un des pauvres et des opprimés, et l'autre des riches et des privilégiés. Il existe une multitude de rapports sociaux qui en bonne part se structurent autour des grandes aliénations historiques : la richesse des uns *fait* la pauvreté des autres, la captation des pouvoirs par les uns *fait* la dépossession du plus grand nombre, la concentration des pouvoirs *fait* l'inculture politique de masse, le pouvoir patriarcal *fait* la domination des femmes, les privilèges de certains *font* les discriminations etc.

Existe-t-il sur la planète des moyens pour que chacun se nourrisse, accède à l'eau, à la prévention et aux meilleurs soins, vive sous un toit, accède à l'éducation, au savoir et à la culture... ? Oui, les moyens sont déjà là et c'est l'ordre économique, social, politique, culturel et symbolique qui interdit que chacun accède à ses droits fondamentaux, quitte à s'appuyer et à stimuler l'incorporation de la domination.

Songeons que là où autrefois le capitalisme incarnait la liberté face au socialisme de caserne, il est aujourd'hui fauteur de guerre, il contredit les aspirations individuelles et collectives à l'émancipation... Songeons que là où il était synonyme de progrès économique et tolérait des avancées sociales majeures, y compris des conquêtes « communistes » (comme la sécurité sociale), il menace maintenant la planète, asservit des individus, paupérise massivement.

Cela conduit à envisager de grandes batailles offensives mettant en cause la légitimité du capitalisme et des néolibéraux, et non à s'en tenir aux batailles défensives sur les terrains choisis par nos adversaires. Au passage, est-on vraiment sûr que les batailles défensives soient plus simples à mener et plus gratifiantes que les batailles offensives ? Ou avons-nous été formatés pour penser cela ?

Ouvrir le champ des possibles

Pour rouvrir le champ des possibles que les années 80 et 90 ont peu ou prou enterré, pour sortir le spectre du communisme de l'ombre dans

laquelle les fossoyeurs des questions de fond n'ont de cesse de le plonger, il s'agit d'abord de prendre enfin la mesure que les communistes ne sont pas seuls contre tous, que le PCF n'est pas et ne sera jamais plus le parti-guide de la Révolution.

La transformation de la société sera démocratique, œuvre du plus grand nombre, ou alors elle sera une révolution qui poursuit la dépossession des citoyens de l'essentiel des choix - une révolution conservatrice de ce qui fait l'ordre social d'aujourd'hui -, c'est-à-dire qu'elle ne sera pas communiste au sens où nous l'entendons aujourd'hui.

Au Conseil national du PC, nous nous trouvons souvent dans cette discussion impossible : les uns appellent à la construction d'un nouvel espace politique de la gauche, prenant acte de la mutation idéologique du PS et de la déshérence du peuple de gauche (et non de sa disparition) ; les autres considèrent que l'espace politique d'une gauche de gauche n'existe pas, ou que le PC seul doit prétendre l'incarner. **Nous sommes dans le déni permanent de l'existence de ce peuple de gauche que nous prétendons pourtant sans cesse rassembler dans les formes anciennes (ralliement, compagnonnage...). Et cela alors même que nous ne cessons de dire que les formes anciennes de l'action politique sont caduques.**

Il s'agit donc d'œuvrer à un rapprochement des courants politiques et idéologiques et des individus qui peu ou prou se situent dans la visée d'un dépassement de toutes les dominations. **Je ne vois pas d'objectif de congrès plus important que celui de se demander comment réunir - pas à pas, dans la durée - les conditions pour réussir des percées idéologiques, des constructions politiques, des convergences pour empêcher une victoire durable des libéraux et l'effacement de l'hypothèse communiste.**

Ne pas le faire, c'est irrémédiablement devoir se raccrocher au PS, relancer les stratégies d'union au sommet, ou se lancer dans une traversée du désert qui signera notre disparition du paysage politique en tant que force influençant vraiment la société.

Une crise profonde, existentielle de la Direction nationale

En 2000, j'ai fait partie des nouveaux élus au Conseil national, disons « au titre de mon engagement » sur des combats sociétaux. J'avais depuis plusieurs années créé ou contribué à animer plusieurs collectifs thématiques (lutte contre le sida ; drogues et toxicomanies ; lutte contre l'homophobie) et participé à certains secteurs (santé), sur des sujets qui n'étaient pas la tasse de thé des dirigeants et auquel le PCF était en fait soit indifférent soit carrément hostile¹.

Huit ans donc de responsabilité, et autant le dire tout de suite : un sentiment de gâchis énorme et d'échec, avec le constat guère ambivalent d'une dégradation constante des modes de travail². Je suis

1 Ecrivant cela, je pense aux soutiens actifs qu'avec les camarades de ces différents collectifs nous avons trouvés au sein de la direction, parmi lesquels ceux de Serge Guichard et de Martine Durlach ont été particulièrement précieux.

2 Une exception importante a été le travail mené au cours de la campagne bouge l'Europe, sur le thème « Bouge

arrivé au CN comme animateur de réflexion et d'initiatives thématiques, mais ces espaces se sont épuisés, faute d'avoir été pris en considération.

Depuis environ deux ans, la dégradation du climat au CN a été très importante, sur fond d'un manque patent de travail de fond, d'un défaut à peu près total d'invention de nouveaux modes de travail et de débat³. **Ce sont des choses concrètes qui révèlent le sérieux ou au contraire l'indigence du travail d'une direction : le nombre de CN tenus en semaine, alors que depuis des années il est connu que cela rend difficile la participation des salariés en milieu ordinaire qui en sont membres ; l'absence de modes d'organisation des débats permettant une interactivité et une production minimale en commun, au lieu de la sempiternelle succession d'interventions, le pouvoir exorbitant de la secrétaire nationale** (temps de parole 5 à 10 fois plus longs que les autres intervenants, pouvoir de conclure, pouvoir d'arbitrage sur les amendements...).

La direction du PCF est en fait concentrée entre quelques mains qui disposent de tous les leviers d'information, des moyens financiers, des relations avec les fédérations. Au lieu d'esquisser avec « toute la mesure nécessaire » ces constats, les premières versions des textes préparatoires mettent la situation actuelle sur le dos de l'existence de tendances, ignorant totalement que le vrai problème est celui de l'absence de délibération démocratique.

Durant ces dernières années, je n'ai jamais été sollicité pour rédiger une note (mais j'en ai rédigé quelques-unes), pour participer à une commission, à une réflexion, pour représenter le Parti quelque part...

De 1995 à 2006, j'ai animé une revue abordant de front de très nombreux enjeux politiques (largement diffusée au sein de la direction), et depuis début 2007 j'anime un site Internet sur les mêmes sujets⁴ : cela n'a jamais provoqué l'ombre d'une sollicitation.

Bien sûr on peut noyer le poisson en affirmant que chaque membre du CN peut comme il l'entend animer un secteur de travail et proposer des initiatives (c'est ce que j'ai fait). Il se trouve en fait que **notre système de direction est organisé pour décourager de fait l'initiative de ses membres**, en dehors des grands secteurs légitimes.

Au fur et à mesure des réunions du Conseil national⁵, je me suis essayé

l'Europe contre le sida », avec Francis Wurtz. Une autre exception a été le travail mené au cours de la campagne présidentielle de Robert Hue, avec Dominique Grador, sur les drogues et les toxicomanies. Dans l'indifférence générale, notre candidat a été alors porteur de propositions novatrices qui restent totalement d'actualité (mais qui s'en souvient ?). Une autre expérience a été le travail mené à l'occasion des Régionales de 2004 en Ile-de-France.

3 Je note que les textes élaborés en vue du congrès font en partie ce constat, en évitant de dire que l'exécutif en porte la responsabilité.

4 Il s'agit de la revue Combat face au sida (santé drogues société), trimestriel publié d'octobre 1995 à janvier 2006, et du site www.combatenligne.fr. Le manque d'intérêt au sein de la direction pour cette expérience originale de longue durée a pour moi quelque chose d'inexplicable.

5 J'y ai fait de nombreuses interventions. Celles faites depuis début 2005 sont sur le site : <http://communisme.mouvement.free.fr/>

à intervenir davantage sur des thématiques de politique générale, vu l'indifférence à l'égard des interventions sur des thèmes (significative de l'indifférence générale sur la plupart des questions sociétales, considérées comme secondaires par rapport à l'essentiel du combat politique). J'ai mesuré et assumé le catalogage qui a résulté de ces interventions. Je me suis de fait rapproché des « refondateurs ».

Notre bilan collectif est « globalement négatif ». J'en prends ma part, mais uniquement ma part, c'est-à-dire celle d'un salarié travaillant à temps plein, membre de base du CN auquel n'a jamais été confiée la réalisation d'une introduction (ni au CN ni dans sa fédération, le 93), sans mandat électif⁶... Les points de vue différents de celui du noyau dirigeant sont « tricards » à la direction du Parti.

Bref, le premier point me semble être simple mais déterminant : **nous ne savons pas travailler collectivement, avec nos différences.**

Le second point est que le système de promotion à des responsabilités repose sur la confiance politique, la complicité, qui confine à des formes de conformisme parfois ahurissantes. Dans ce dispositif, la différence ou l'apport spécifique sont seulement des cautions.

Pas un rapport au Conseil national n'a été présenté tout au long de ces années par un membre du CN réellement en désaccord sur des points essentiels avec la ligne du noyau dirigeant. Eventuellement, on s'amuse à confier le rapport à tel ou tel qui a manifesté quelques positionnements timides critiques dans la période, mais alors l'autocensure fonctionne à plein et quelques interventions bien placées en cours de réunion viennent rectifier le tir initial.

De ce fait, du fait qu'il n'existe pas d'espace pour un dialogue et une avancée conjointe sur des sujets de fond, tout n'est que conflits et rapports de force. J'ai longtemps cru que le PCF échappait malgré tout aux manières de faire des autres partis, notamment du PS. C'est faux. Et c'est parfois même pire car le refus de reconnaître les tendances ou les sensibilités joue contre la transparence. En fait, les jeux de pouvoirs sont très présents au sein du cercle dirigeant. Ils en déterminent en bonne part les interventions⁷.

Il se trouve donc que chacune des réussites des dernières années a été arrachée non par la conviction mais par des rapports de force. On peut le regretter mais c'est comme cela que ça marche (mal).

Il en a été ainsi en 2004, lors des Régionales, en Ile-de-France. C'est un rapport de force qui a permis que la gauche populaire et citoyenne soit

6 Malgré tous les discours, le nombre de camarades (y compris les « jeunes ») qui cumulent des responsabilités et les mandats est significatif. Le pouvoir est partagé entre camarades dignes de confiance...

7 Sur ce point, j'ai vu ces dernières années de nouveaux responsables, jeunes, arriver au CN avec les mêmes volontés de faire avancer des questions sociétales, se confronter à la même indifférence. Jamais la présidence du CN n'a proposé de réfléchir sur la prise en considération de ces questions. Les campagnes menées ont toujours été élaborées à partir de la détermination très forte de quelques individus motivés arrachant des moyens et contraignant les dirigeants.

possible, et cela dans des conditions difficiles⁸. Il en a été ainsi en 2005 lors de la bataille pour le Non, où le PCF n'a signé l'appel des 200 qu'après avoir tergiversé. Il en a été ainsi en 2006 pour participer à la mise en place du cadre unitaire en vue de la présidentielle.

Depuis fin 2006 – début 2007, le roi est nu : **il est clair que la volonté unitaire de cette direction s'arrête là où une partie du pouvoir pourrait lui échapper**, ce qui est je pense résolument contradictoire avec l'ambition communiste, avec tous nos discours.

Je porte témoignage des raidissements terribles d'appareil qui ont eu lieu à cette occasion, et aussi du retour de pratiques d'un autre âge. Cela n'a trompé personne, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur.

Soyons précis : j'ai participé à un collectif antilibéral d'entreprise qui, le jour du vote sur la candidature à la présidentielle, a compté deux ou trois fois plus de votants que de participants habituels à ses activités ; j'ai vu les compte rendus de collectifs bidons créés pour donner plus de délégués au PCF à Saint-Ouen ; j'ai aussi été témoin des conditions de l'échec de la tentative de construire une candidature de compromis pour éviter la catastrophe.

Le principe de réalité

Ce congrès est pour moi celui de la dernière chance pour le PCF de ne pas entrer dans une déliquescence irrémédiable (bien au-delà d'un affaiblissement déjà considérable) et à défaut de s'être transformé sur lui-même, d'être un acteur déterminant de la création d'une autre chose. Qu'il se situe dans la continuité des précédents, avec leurs avancées courtes inaptes à révolutionner nos pratiques et notre rapport aux autres, qu'il ne donne aucun signe fort que rien ne sera plus jamais comme avant, et des milliers de communistes choisiront de mettre leur énergie ailleurs. Qu'il ouvre une nouvelle période, de mise en question et de construction, et tout est possible.

Ma conviction est que nous ne pouvons pas nous situer dans la continuité des efforts accomplis depuis des décennies. Lorsque j'ai adhéré en 1988 - à 17 ans - pour transformer la société, j'avais l'espoir de transformer le parti de l'intérieur. Dans nos débats internes, cet espoir m'a guidé, motivé, mobilisé pendant des années.

Déjà bien mal en point depuis des années, il s'est douloureusement effondré en 2007, lorsque la direction du PCF a préféré briser la construction d'une candidature unitaire lors de la présidentielle.

Pour d'autres, beaucoup d'autres, une large majorité des adhérents de ma génération, l'espoir de voir le PCF se transformer a disparu autrement, à d'autres moments, peu importe quand à la limite. Scruter où sont passés ces militants, ces dirigeants des années 90 est un exercice cruel : la plupart l'ont quitté ou se sont mis aux abonnés

⁸ Les rôles joués respectivement par Alternative citoyenne, par Pierre Zarka et par Patrick Braouezec ont été déterminants. Nos partenaires ont été fort conciliants alors même que notre direction a multiplié les embrouilles, y compris en termes d'élus au final.

absents. Alors, continuer ou transformer ?

La lecture des contributions déjà parues témoigne qu'il n'existe pas de consensus sur le diagnostic. Les explications sur la situation actuelle diffèrent sensiblement, et la profondeur de la crise est parfois gommée ou déplacée. La contribution de MG Buffet est révélatrice du refus d'une quelconque mise en question des choix de la direction qu'elle anime et de sa responsabilité politique dans l'échec que nous connaissons.

La maison se vide, la démobilisation est générale, mais on fait comme si la vie du PCF allait continuer comme avant, moyennant quelques ajustements. Or, comment pourrait-on repartir sur de nouvelles bases, si on ne commence pas par une analyse critique de ce que nous avons fait et de la situation dans laquelle nous sommes : nous sommes disqualifiés aux yeux du plus grand nombre de ceux-là même que nous sommes censés réunir, fédérer ou faire converger !

Vient alors le constat qu'il existe un espace critique du capitalisme et du besoin de communisme, et la question de la manière de s'organiser pour transformer la société. On ne répond pas à la question « existe-t-il de manière réaliste pour la relance du PCF ? » en décrétant que oui, en redressant la tête et en disant que cela est possible. On doit argumenter.

L'espace pour une relance du PCF a probablement existé, mais tout le monde voit bien que le coche de cette relance a été loupé et qu'il n'existe plus. Ce coche aurait pu être pris après l'effondrement des régimes de l'Est européen, ou peut-être encore après l'échec de la présidentielle de 2002.

Au lieu de cela, nous avons multiplié les réformes du moule existant, sans prendre suffisamment au sérieux les arguments qui nous étaient opposés : notre marquage par rapport à l'histoire à l'Est, notre difficulté à innover en termes de pratiques et de conception de la politique, le défaut d'une vision utopique incapable de s'incarner dans des propositions concrètes, l'insuffisance de nos orientations stratégiques, sur les alliances, sur la gauche, nos rapports avec le PS... **Si nous constatons que nous n'avons pas réussi depuis des années à mettre en chantier le projet que nous appelons de nos vœux, n'est-ce pas que nous n'avons tout simplement pas le creuset et qu'en toute simplicité dialectique nous n'avons pas l'outil qui nous permettrait qu'il en soit autrement ?**

Autres questions : avons-nous maintenant les forces humaines motivées pour réaliser ce que nous n'avons pas réussi à faire depuis des années ? Avons-nous renouvelé nos pratiques, nos méthodes, notre rapport à la société ? Avons-nous de nouveaux rapports avec la société civile, avec le mouvement social, avec les syndicats, avec les intellectuels, avec le monde de la culture et de la création ? Avons-nous compris pourquoi nous sommes passés à côté de tant de mouvements sociaux, d'apports théoriques, dès lors qu'ils n'étaient ni de notre organisation, ni des compagnons de route ? Avons-nous par exemple investi la question, cruciale dans une visée d'émancipation,

des libertés ?

La réponse à ces questions est cruelle pour nous tous mais elle s'impose : c'est non, nous ne l'avons pas fait, ou nous l'avons fait à reculons, avec tellement d'hésitation, de prudence ou de timidité que les avancées alors esquissées se sont estompées au bénéfice des couleurs toujours dominantes de nos rhétoriques bien huilées. Un certain économisme nuit gravement à la santé du combat pour l'émancipation, ce qui est aggravé par l'absence de réflexion critique sur l'Etat, par le poids des tabous (sur le nucléaire par exemple), le désintérêt pour les questions qui ont émergé dans les années 60, l'absence de batailles sur les grands sujets qui motivent les jeunes générations (lutte contre les discriminations, développement de cultures alternatives...).

On ne peut refaire l'histoire, et ce qui compte maintenant c'est de savoir quelles conséquences nous tirons de ces constats. J'en tire pour ma part l'idée que notre matrice ne permet pas de répondre aux exigences contemporaines.

La question de l'organisation : s'organiser tout autrement

Il se trouve qu'il existe dans notre société une foule de forces et de citoyens qui aspirent à une transformation de la société, qui désirent faire de la politique ou s'y intéressent avec le souci qu'elle serve à améliorer leur vie. Cette idée est à peu près consensuelle au sein du PCF mais une autre l'est beaucoup moins alors qu'elle relève aujourd'hui de l'évidence : ils ne viendront jamais au PCF. Parce qu'il leur apparaît marqué par le passé, par l'histoire ; parce qu'il leur paraît ne pas prendre en compte des enjeux à leurs yeux essentiels...

Il ne sert à rien de marteler que nous voulons convaincre que notre creuset est bon, comme il est vain de vouloir réaliser une charlotte dans un moule à tarte : essayer coûte que coûte d'y placer des biscuits à la cuiller, même en y consacrant « tous nos efforts » n'a aucune chance de donner un gâteau savoureux.

Le principe de réalité doit amener à ce constat : nous ne sommes pas et nous ne serons pas en mesure de convaincre tant que nous n'aurons pas réalisé les ruptures nécessaires, tant que nous n'aurons pas enclenché les convergences possibles, en construisant l'espace politique nécessaire avec une partie au moins de ceux qu'il a vocation à rassembler.

Des propositions concrètes pour l'immédiat

Etre capable de nous mettre en question, c'est le cœur du problème. Il faut pour cela mettre de côté le sentiment de sécurité dans lequel on se retrouve si souvent baigné dans nos réunions, comme si nous étions encore le PC d'il y a trente ans, ou le sentiment que la solitude est le summum de la noblesse ou de la dignité de la politique, une preuve de pureté révolutionnaire. Et il faut bannir les comportements de diabolisation, de mépris, les accusations et sous-entendus malveillants, qui n'ont pas leur place dans une force

d'émancipation.

Il existe un enjeu de métissage avec d'autres cultures politiques. Il en est ainsi avec l'écologie de gauche, avec les libertaires, avec des expériences militantes politiques, syndicales, associatives, avec des pratiques de réseaux et les cultures alternatives... Métissage : non pas incorporation par nous des idées des autres, non pas le mouvement inverse, mais mélange, partage, qui n'empêche nullement que les différences ou les divergences soient assumées, parlées, travaillées dans la durée. Mais pour que cela soit possible, il faut reconnaître ne pas détenir la vérité.

Nous n'avons pas pris suffisamment au sérieux l'objection concernant l'étiquetage du communisme, le repoussoir que constitue le mot pour nombre de citoyens susceptibles a priori d'être partie prenante de nos combats.

Il est à cet égard contreproductif de se réfugier derrière l'idée, défensive, que le communisme n'a jamais existé et que le système soviétique n'avait « rien de communiste ». On veut dire par là que le communisme de Marx ne portait pas nécessairement en lui-même les tares et les dérives qui ont été commises en son nom ; et l'on veut dire que ce que nous souhaitons pour l'avenir n'a rien à voir avec ce qu'a été le socialisme réel du 20^{ème} siècle. Mais cela fonctionne comme un déni de l'évidence : le communisme politique a pris la forme de régimes autoritaires qui en ont été la négation.

Il convient plutôt de dire que les expériences communistes du 20^{ème} siècle ont échoué, porteuses de tares dramatiques, et que cet échec ne signifie d'aucune manière l'impossibilité de transformer la société : il n'est écrit nulle part que cet échec condamne toute tentative de transformer la société...

Surtout, je ne partage pas l'idée d'abandonner le mot « communisme », car je pense que se joue là en fait sinon l'abandon du combat émancipateur tout entier, du moins un nouveau recul idéologique majeur. Il faut au contraire pleinement assumer le mot : le combat pour l'émancipation tout entier reculerait si nous cédions sur ce point. En nous sommant de mettre le mot dans un cercueil, c'est en fait l'espoir d'une transformation de la société qu'« ils » veulent enterrer.

Et je pense aussi que l'on peut ne rien gâcher de l'immense ambition que porte le communisme en constituant une force organisée qui agrège des forces et des individus autour de l'élaboration d'un projet d'émancipation, dans la mesure où l'ambition communiste y est présente en tant que telle, et organisée.

Il est au moins une leçon que m'a apprise ma participation au Conseil national : il faut être patient, même lorsque l'on n'a pas le temps ! On ne peut envisager qu'une fée vienne d'un coup de baguette magique transformer le PCF, agréger les forces nouvelles susceptibles de construire ensemble une force de transformation sociale... L'enjeu du

congrès est de savoir si nous ouvrons ou non un processus en ce sens.

L'enjeu est de savoir si nous préférons une aventure collective ouverte avec d'autres, ou si nous préférons la gestion solitaire du PCF tel qu'il est, c'est-à-dire sa transformation en une sorte de PRG communiste, tantôt force d'appoint du PS, courant d'une gauche convertie majoritairement au social-libéralisme, tantôt mouvement marginal de la gauche de la gauche (avec la concurrence du NPA, déjà installé dans le paysage politique avant même sa naissance). Ainsi se dessinerait une alliance des contraires - opportuniste s'agissant des rapports avec le PS, puriste surtout en dehors des élections qui structurent la vie politique nationale - aboutissant inexorablement au déclin.

En fait, contre toutes les tentations de réitérer ce que nous avons fait depuis tant d'années, des alliances classiques d'une gauche qui n'existe plus à la tentation de devenir une petite secte radicale, il faut prendre de manière beaucoup plus offensive la situation actuelle. La direction actuelle du PCF a échoué autant par incapacité à prendre des initiatives politiques que par les ornières qu'elle a choisi de maintenir coûte que coûte, en connaissance de cause, en 2006-2007, par manque de courage politique.

Une autre organisation politique est possible, au sein de laquelle le communisme, les communistes ont toute leur place ! Cette organisation est nécessaire au combat pour l'émancipation.

Force d'appoint ou force d'initiative

Dominique Blanchard, Paris 13e

Pour ne parler que d'une crise du logement qui dure à n'en plus finir, sans être une exclusivité nationale ou européenne, faut-il des campements et des occupations pour se rendre compte qu'il y a des sans-logis ? Fallait-il attendre des drames humains pour s'indigner de cette réalité si bien cachée qu'est le logement insalubre ? Faut-il attendre des expulsions de squats faute d'avoir relogé en amont les occupants ? Qu'attend-on pour réhabiliter des Foyers de Travailleurs Migrants qui tiennent davantage du casernement que du logement social et dont la sur-occupation quasi générale n'est que le résultat du manque de places et une solution de fortune pour les sans-papiers ? Faut-il les visites-occupations inopinées d'appartements par des jeunes étudiants pour mettre en lumière une spéculation éhontée ?

Peut-on se satisfaire de l'objection des listes d'attente pour le logement social, des plans de résorption de l'habitat insalubre, de l'objectif réalisé ou dépassé des 20% de logement sociaux, de la mise en œuvre de programmes de logements sociaux, d'une comparaison favorable avec d'autres arrondissements ou communes en matière de Centres d'hébergements et de Foyers de Travailleurs Migrants, quant de toute évidence l'impuissance des Conseils municipaux face au marché spéculatif de l'immobilier est avérée ? Ne suffit-il pas d'ouvrir les yeux pour voir combien d'immeubles d'habitation ou de bureaux, d'espaces, commerciaux, culturels ou associatifs, sont neutralisés depuis des années pour s'en rendre compte ?

Et si on construisait davantage de logements sociaux (pour répondre à la demande) ? Et si on appliquait la loi de réquisition ? Et si on imposait une contrainte d'affectation et/ou d'usage après 3 ans de neutralisation de quelques bâtiments, locaux, surfaces que ce soit sous peine de confiscation ? Et si l'on portait le taux de logements sociaux à 50% ? Et si on entravait la spéculation en contrôlant le marché de l'immobilier ?

Peut-on accepter que les réhabilitations des Foyers de Travailleurs Migrants puissent se faire sur le dos des résidents sans permettre de les reloger tous, et durablement, sous prétexte du droit à un espace privatif plus intime et de mixité sociale, et en cassant un système d'organisation et d'identité culturelle africaine, solidaire, ici et dans les villages des pays d'origine ? **Et si on construisait de nouveaux foyers en repensant leur architecture et en les intégrant dans la ville ?**

Au-delà de la crise du logement

Peut-on accepter une guerre aux pauvres qui, en les chassant de l'espace public, dessert le mieux vivre pour tout un chacun (suppression de bancs, de sièges, pose de plots...) ? **Et si on interdisait la pauvreté par des droits nouveaux à un toit (foyers, centres d'hébergements...), à la nourriture (cantines), à la santé (dispensaires de proximité), à l'hygiène (bains publics)... gratuits ?**

Peut-on accepter l'esclavage des sans-papiers pris en otages par des patrons sans scrupules ? Peut-on accepter leur traque méthodique, ciblée, et stratégique par une police en obligation de résultats ? **Et si on les régularisait ?**

Alors que les privatisations restent, à l'échelle nationale, un des piliers d'une politique libérale dictée par le système capitaliste aux pays membres de l'Union européenne, peut-on laisser au privé et/ou privatiser des services publics de proximité d'intérêt général (eau, ordures ménagères, nettoyage, polices, transports....) ? **Et si on renationalisait ?**

Alors que la gauche de gouvernement a failli à plusieurs reprises (et en particulier en poursuivant les privatisations), ce n'est pas en continuant d'apporter notre caution au Parti socialiste qu'on pourra contribuer à mettre en œuvre de telles orientations sociales et conformes aux droits de l'homme, sans une volonté politique de remettre en cause un système qui neutralise le plus grand nombre par une aliénation à la propriété privée, à l'automobile et au pétrole, à la consommation et aux crédits qui vont avec.

Quel congrès préparons-nous dans les conditions des dernières séquences électorales, après d'une part une élection présidentielle avec sa candidature isolée et son résultat catastrophique et d'autre part des élections législatives inscrites dans la même stratégie de cavalier seul ?

Qu'ensuite le Parti ait privilégié pour les élections municipales de s'entendre dès le premier tour avec le PS (en porteur d'eau) dans le seul but d'avoir des élus (sans peser plus à gauche) relève d'une tromperie pour la gauche de gauche, malgré des résultats inégaux dont l'analyse que fait la direction lui permet de revendiquer la place de 3ème force politique du pays à la place d'une LCR qui a le vent en poupe ?

Et tant pis pour les sans, les couches populaires, les services publics et l'intérêt général...!

Soyons responsables et reconnaissons que :

- soit on admet que la gauche de gauche, celle qui rejette la social-démocratie, le bipartisme, est écartelée par des intérêts de boutique et reste condamnée à l'impuissance, et on participe de cette impuissance, tout en revendiquant d'être plus utile que d'autres, dans un système institutionnel que pourtant nous

condamnons, pour corriger à la marge les ravages du libéralisme sauvage ;

- soit on se remet en cause et on remet l'ouvrage sur le métier pour construire avec d'autres forces une alternative, sans revendiquer quelque leadership conditionnel que ce soit.

En marge des congrès à venir du PS et du PCF, force est de constater que, de *Gauche Avenir* (démarche commune de communistes et de socialistes) au P.O.I. (le Parti ouvrier indépendant que crée le Parti des travailleurs) en passant par la *Gauche alternative* (les Collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme), par les Alternatifs, *Maintenant à Gauche* (opposants des Collectifs à la candidature de José Bové), les Communistes unitaires (partisans de candidatures antilibérales et alternatives communes) dont je suis, par le NPA (le Nouveau Parti anticapitaliste créé par la LCR), le M'PEP (Mouvement politique pour une éducation populaire, à l'initiative de minoritaires d'ATTAC), et jusqu'à l'*appel de Politis* (plus large) chacun y va de sa démarche pour reconstruire la gauche, une gauche de gauche, une gauche antilibérale et/ou anticapitaliste.

Mais ces démarches s'inscrivent dans des options différentes, une nouvelle gauche «plurielle» rassemblée sous la houlette du PS, une nouvelle force politique alternative (fédération ?) à gauche du PS, un Parti radical rejetant le PS, le PCF, Les Verts ?

A nous de choisir soit de rester une force d'appui d'un Parti socialiste libéral et démocrate, soit d'aller avec tous ceux qui le souhaitent vers des états généraux d'une gauche de rupture avec le capitalisme pour construire une force d'alternative. Je souhaite faire prévaloir cette deuxième option.

Quant au devenir de notre organisation, sans remettre en cause la nécessité d'un communisme d'idées, ni l'histoire du communisme français, je me prononce pour l'abandon de la forme parti (institutionnelle) et pour l'abandon du label français (fermé) alors que la mondialisation de l'économie est présente au quotidien dans la vie de tout un chacun et qu'elle appelle celle des mobilisations et des luttes ; me vient l'idée d'un nouveau communisme et/ou d'un mouvement communiste.

Paris le 31 août 2008

Démocratie ou barbarie

transmis par

" Un réseau pour le Congrès 2008 ", Agde

1. L'organisation du Congrès en question

Pour les militants de notre réseau, la question de la démocratie est au centre du débat sur le néolibéralisme, l'émancipation humaine, l'avenir du PCF et le communisme contemporain.

Ils déplorent donc que les modalités d'organisation de ce Congrès ne laissent aucune place à l'expression des divergences qui opposent durement les militants, notamment depuis les présidentielles.

Le mode de désignation des délégués, d'élection des directions, d'organisation des débats, garantit qu'il n'y aura aucun changement à l'issue de ce processus (trois réunions nationales avec un nombre limité de participants filtrés par les fédérations, directions en situation d'être réélues à chaque niveau, 1 délégué pour 300 adhérents et 5 délégués de droit).

Pourtant, seule une démarche authentiquement démocratique permettrait au PCF de se ressourcer et d'être efficace dans les crises majeures qui s'annoncent.

L'incapacité d'exposer certaines questions au risque de la démocratie et de s'emparer de la dynamique des contradictions signifie pour beaucoup de militants et d'observateurs que le PCF n'a plus de projet alors même que le communisme et la critique du capitalisme sont plus nécessaires que jamais.

En posant comme préalable un "parti à vocation majoritaire", la direction refuse d'avancer tout débat sur le rôle des élus communistes dans des majorités de gauche qui revendiquent ouvertement leur adhésion au néolibéralisme et sur les graves manquements à la démocratie interne qui en découlent (clientélisme, autoritarisme, poids des élus dans les instances du PCF, refus de rendre compte de leur mandat, soutien à la mise en oeuvre des politiques ultralibérales, intolérance aux critiques, candidatures non mandatées par les militants, alliances négociées sans consultation de la base, répression contre les militants qui s'opposent à la ligne de la direction, vote différé en attente d'une majorité ad hoc, abus dans l'utilisation des procurations, création par la fédération d'une deuxième section à Béziers quand la majorité refusait de participer dès le premier tour à une liste d'union avec le PS, etc....).

*** Sans démocratie et sans critique du pouvoir pas de véritable processus révolutionnaire**

Cette stratégie d'union inconditionnelle et acritique avec des forces politiques acquises aux instances non élues de la mondialisation libérale (commission européenne, FMI, OMC, Banque mondiale, etc....), favorables aux traités européens fondés sur la concurrence libre et non faussée, qui ont permis l'adoption du traité de Lisbonne sans référendum, ne peut se poursuivre qu'au prix d'un reniement croissant

des valeurs humanistes de la gauche.

Elle empêche le PCF d'être une alternative crédible à l'autoritarisme du régime présidentiel issu des dernières élections ou à la régression des droits des salariés dans la gestion des entreprises. Elle contribue à enfermer la vie politique dans une forme de bipartisme et condamne le peuple à ne pouvoir choisir qu'entre deux forces politiques qui pratiqueraient une politique similaire : le PS et l'UMP.

Les militants du réseau proposent une autre orientation à partir de leur analyse du monde actuel.

2. Démocratie ou barbarie

Les espaces démocratiques hérités du conflit politique et social de ces 4 dernières décennies sont en train de se restreindre.

Le capitalisme global et son orientation néolibérale, qui n'est ni le libéralisme historique cher à Adam Smith, ni le principe du laissez faire, ne peut s'accommoder des conquêtes obtenues par le mouvement ouvrier au cours du vingtième siècle.

Dans le cadre stratégiquement bipolaire de la guerre froide, politiquement contenu dans les limites des états nationaux, les rapports de force se sont détériorés pendant plusieurs décennies pour le capital.

Le compromis social géré principalement par des forces sociales-démocrates a correspondu à des avancées sociales de grande ampleur.

Les luttes de classes généralisées dans tous les pays industrialisés ont poussé le capitalisme à une réponse d'envergure à partir de la moitié des années 70.

Un cycle se terminait : l'interimpérialisme qui avait gouverné pendant tout le vingtième siècle avec une structure de pouvoir fordiste était victime de ses propres crises et de la combativité salariale.

Il fallait repousser les frontières géographiques de l'exploitation capitaliste en imposant ce mode de production à toute la planète et la marchandisation de tout ce qui fait la vie des citoyens : les espaces, les émotions, les images.

La révolution informatique et la fin de la guerre froide ont accéléré ce mouvement d'une façon extraordinaire.

Avec la globalisation du Capital (échanges, décisions et gouvernance) est née la domination du capitalisme immatériel.

*** La démocratie est-elle menacée ?**

Les lieux de décision et de gouvernance s'éloignent des citoyens et fonctionnent d'une manière de plus en plus intégrée.

FMI, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce, mais aussi institutions européennes et traités de libre échange opèrent sur la planète comme une toile d'araignée. Dans ces lieux, les décisions sont prises sans états d'âme, le seul but recherché étant le profit financier qui ressemble de plus en plus à une véritable rente actionnariale.

A l'intérieur des Etats nationaux, les partis politiques exercent leurs attributions représentatives en appliquant les directives des institutions globalisées.

La concentration des médias, commencée au début des années 80 avec d'énormes investissements, leur sert une idéologie prête à l'usage.

Oui nous pensons que la démocratie est en danger dans la mesure où le suffrage universel ne se transforme plus en véritable pouvoir.

*** Démocratie ou socialisme ?**

Dans le passé, le courant communiste a vivement critiqué la démocratie, à juste titre.

Pour la démocratie représentative, la propriété privée des moyens de production et d'échange a toujours été une limite indépassable.

Les conquêtes des salariés mais aussi les avancées sociétales ont été acceptées par le Capital comme un moindre mal et lui ont ouvert de nouvelles perspectives de profits.

Le socialisme était donc l'horizon auquel se référaient les communistes. Dans la société fordiste caractérisée par la domination du travail matériel (usines et services), la construction du socialisme représentait aux yeux des militants la seule possibilité de dépasser la propriété privée des moyens de production et d'échange.

De plus, dans le cadre d'un système interimpérialiste où les Etats nationaux des pays industrialisés avaient encore la maîtrise de leur propre gouvernance, le socialisme était une possibilité concrète.

L'échec du socialisme soviétique mais aussi chinois (où le capitalisme est au pouvoir), n'a pas invalidé en soi cette hypothèse. Ce qui fait qu'à nos yeux la construction du socialisme est une hypothèse désormais dépassée, c'est justement la situation générée par la globalisation du Capital.

Car cette globalisation a provoqué des changements substantiels dans la composition de classe.

*** Quelle classe ouvrière dans la société de marché ?**

Quel lien y a-t-il entre un ouvrier qui vit et travaille aujourd'hui dans des conditions d'exploitation accrues (en France ou ailleurs), un salarié précaire dans les services ou dans l'informatique, un licencié

économique, un jeune qui ne trouve pas de travail, un jeune de banlieue qui exprime sa colère de paria dans le seul registre qu'il connaît, une mère de famille qui reste à la maison, malgré les difficultés financières, pour élever ses enfants, ou encore un petit exploitant agricole qui peine à gagner le SMIC, un paysan du tiers monde qui perd la maîtrise des semences agricoles, des centaines des milliers d'indépendants en micro-entreprise qui produisent de l'intelligence mais sont obligés des payer leurs logiciels, des enseignants ou autres agents publics qui ne voient pas seulement leur emploi menacé mais l'outil même de leur travail privatisé, etc.

L'usine est partout, la société toute entière devient productive de richesse et de plus-value au profit de ceux qui ne sont pas productifs : les rentiers de la finance !

Ce lien c'est le Capital !

Cette nouvelle composition de classe est-t-elle l'héritière de l'ancienne classe ouvrière ?

Nous pensons qu'elle l'est en tant que corps productif coopérant mais exproprié et exploité par le capital, qu'il travaille ou pas.

En tant que sujet politiquement organisé beaucoup de chemin reste à faire.

Cette nouvelle composition de classe est en effet polyédrique mais présente aussi une communauté d'intérêts. Elle porte en soi l'expression du « bien commun » qui s'oppose à la propriété privée matérielle et intellectuelle et aspire à une libre communauté de producteurs contre l'organisation du travail capitaliste qui se base toujours sur l'exploitation.

Cette réalité, à bien y regarder, est porteuse de nouvelles espérances et nous ouvre des perspectives de luttes inédites et inespérées il y a seulement 30 ou 40 ans.

C'est la réponse à la globalisation des échanges, mais elle doit d'abord se rassembler : chacune de ses composantes doit reconnaître les autres et s'organiser avec elles pour réclamer le dépassement du capitalisme.

*** La démocratie comme théâtre de luttes et comme horizon du communisme**

Donc la démocratie est en même temps l'endroit où le conflit de classe s'exprime et le but à atteindre.

Oui, mais de quelle démocratie parlons-nous ?

Celle de la distance abyssale qui existe entre les élus et les citoyens ?
Celle de la communication qui essaie de faire passer de force des projets qui vont à l'encontre des intérêts liés au bien commun ?
Celle de la guerre permanente comme moyen de stabilité politique ?
Celle qui tue le développement économique de la planète pour mettre

à sa place le pillage financier ?
Celle du retour à la morale religieuse ?
Celle de l'hypertrophie de la propriété privée comme horizon indépassable de l'histoire ?
Celle de la réduction du politique au choix entre conservatisme et social libéralisme ?

*** La lutte pour la démocratie sera encore plus radicale que la lutte pour la construction du socialisme**

C'est ainsi que les communistes que nous sommes pensent la démocratie comme terrain global des luttes.

Il n'y aura pas de démocratie véritable sans réappropriation des moyens de production et d'échange, sans réappropriation des espaces qui nous sont enlevés pour être transformés en marchandise, sans coopération et autogestion.

Dans une telle perspective, la visée communiste n'est pas du tout dépassée, elle n'est au contraire qu'au début de son chemin.

Le Parti et la Démocratie

* La relation entre un parti politique à « vocation majoritaire » et la démocratie agit comme un véritable révélateur.

Sa structure, son mode de fonctionnement et ses visées pour la société toute entière ne peuvent pas se structurer sur un mode contradictoire.

Ce qu'un parti politique pense de la démocratie et la manière dont il se l'applique à lui-même doivent former un ensemble cohérent. Toute contradiction entre ces deux données pose une question de crédibilité.

En bref, on ne peut pas viser une société démocratique libérée de l'exploitation capitaliste et en même temps cogérer, sans apporter de véritable critique, avec d'autres forces politiques encore plus consensuelles, les politiques néolibérales qui sont imposées à la société.

C'est pourtant ce qui se passe depuis trop longtemps

Quand la construction du socialisme était l'objectif, la relation à la « démocratie bourgeoise » était utilitaire. En d'autres termes, c'était de la tactique !

Maintenant la cohérence entre les politiques de protestation et les politiques de gestion est devenue incontournable. On ne peut plus être acteur des luttes de classe et aménageur des projets dominants.

*** Parti de lutte ou de gouvernement ?**

Pour les deux principales forces se référant au communisme (LCR et PCF), cette question aboutit à un clivage insurmontable.

La Ligue pose en préalable le refus de toute alliance avec le PS et s'exclue de fait de la participation aux exécutifs à n'importe quel échelon. D'autre part elle appelle constamment à l'union dans les luttes et y participe sans problème ; pour le Parti, en tout cas pour sa direction actuelle, le préalable opposé est devenu la règle.

Nous faisons de la participation aux exécutifs un préalable qui nous porte à une stratégie d'alliances immuables et prédéterminées.

Nous sommes confrontés à un double dogmatisme. La politique des préalables nous mène tout droit à une forte perte de crédibilité : nous l'avons payée très cher à la dernière présidentielle.

En réalité, c'est l'efficacité de la visée communiste qui est en jeu. Elle doit être lisible sur l'ensemble de l'échiquier politique, dans les luttes, bien sûr, mais aussi dans la gestion du pouvoir. Participer à la gestion du pouvoir maintenant, sans attendre le grand jour, doit permettre de répondre à la demande de changement qui vient de la société.

Nous sommes conscients que c'est un exercice très difficile, une véritable quadrature du cercle. Mais c'est la condition de notre survie politique.

Pour l'instant nous devons nous contenter d'un constat d'échec.

*** Du gouvernement Jospin à la débâcle de la présidentielle**

La gauche, sur la poussée des luttes de 95, a gouverné la France de 1997 à 2002.

Elle gère 20 régions sur 22 et de nombreuses collectivités locales.

Nous constatons que les réponses apportées n'ont pas été à la hauteur.

Aucune rupture par rapport à la logique néolibérale des marchés n'est visible.

La gauche et avec elle le PCF ont glissé vers une dérive institutionnelle et imposé une politique social-libérale ou tout simplement d'adaptation aux marchés, perdant ainsi (le PCF en particulier) toute crédibilité.

Cette dérive institutionnelle a fait des ravages sur le continent européen. Le dernier exemple nous vient d'Italie où la gauche radicale, incapable de trancher entre la fidélité au gouvernement Prodi et les exigences de changement qui montaient dans le pays, a été bel et bien laminée.

Et il n'y a pas de vote utile qui tienne. Ressortir le vote utile chaque fois qu'on est confronté à un échec, ce n'est rien d'autre que de la langue de bois qui sert à masquer un vide stratégique.

Si, comme nous l'avons dit plus haut, dans le combat pour la démocratie, la cohérence entre la critique du capitalisme et la pratique est une condition sine qua non du succès de la visée communiste, cela doit être vrai aussi pendant les phases de gestion.

Nous pensons donc que le problème des limites de la participation du parti à la gestion des exécutifs doit aujourd'hui être posée.

Ainsi que celui des alliances stratégiques (gauche plurielle) qui la permettent.

*** Le Rassemblement est le moteur de la nouvelle composition de classe**

La polyédricité de la nouvelle « classe ouvrière », sa capacité à être en même temps singularité et ensemble, sa segmentation en plusieurs figures, sont sa véritable force à condition que tous les éléments qui la

composent se reconnaissent et s'unissent.

Malgré la sulfureuse théorie de la grande classe moyenne, nous sommes, nous les prolétaires, de plus en plus nombreux, de plus en plus égaux et différents en même temps, bref nous sommes de plus en plus majoritaires.

Le Rassemblement de toutes ces composantes de classe est la vraie stratégie de la visée communiste aujourd'hui. C'est le moteur de la transformation sociale. Ce rassemblement dépasse l'ancienne formule d'alliance entre classes (ouvriers et petite bourgeoisie), il se pose immédiatement comme défenseur du bien commun, il est porteur d'une critique permanente du mode de production capitaliste et cela sans passer par des étapes.

C'est pour cela qu'un « espace nouveau » devient stratégiquement indispensable.

Il s'agit de réfléchir à la création d'un nouveau "sujet politique" qui se construit par le rassemblement et qui se définit dans la critique du néo-libéralisme.

A l'intérieur de ce sujet politique, communistes, socialistes antilibéraux, écologistes, républicains, alter mondialistes, militants d'extrême gauche et autres forces de progrès sans exclusion, peuvent donner vie à un vaste rassemblement qualifié par des propositions immédiatement en rupture avec la pensée unique libérale.

L'expérience des collectifs antilibéraux pouvait jouer ce rôle mais la logique des deux préalables a poussé les appareils de la LCR et du PCF à stopper cette expérience.

À notre avis, une grave erreur a été commise à cette occasion.

Il n'empêche que la création de ce nouvel espace reste un problème stratégique majeur : il ne doit pas, à notre sens, être conçu comme une nouvelle organisation politique ni comme une alliance alternative à l'ancienne union de la gauche.

Cet espace doit être un support pour l'élaboration des nouvelles revendications et pour l'impulsion d'une véritable politique d'opposition au néolibéralisme.

Son rôle ne doit pas être de trancher entre « les luttes et le gouvernement » mais d'empêcher toute dérive institutionnelle ou sectaire dans les deux cas.

3. L'efficacité est dans le rassemblement antilibéral

Marie George Buffet a appelé, pour le prochain congrès, à un débat sans tabou. Elle a souhaité que des idées nouvelles voient le jour.

La direction nationale constate le peu d'enthousiasme que manifestent les communistes pour la préparation de ce congrès. Si c'est vraiment le cas, c'est peut-être qu'ils ne croient pas au renouveau qu'il pourrait apporter ou qu'ils sont découragés par les erreurs des diverses

directions dans la pratique de l'union.

Depuis des décennies, une majorité a imposé une stratégie qui nous a conduits à des désastres électoraux alors que l'analyse de la minorité qui alertait sur les dangers n'était jamais prise en compte et que les conséquences des décisions émanant des divers congrès n'étaient jamais analysées sincèrement.

Il faut démocratiser le fonctionnement de ce parti.

Les instances dirigeantes doivent être élues au suffrage direct par tous les communistes pour être plus près de la base et de la population et mieux refléter la réalité de la société.

Le parti communiste s'éloigne de la lutte des classes. Il doit redevenir un parti de militants, ce qui fait sa force, et non un simple courant d'une gauche qui ne porte pas l'objectif du dépassement du capitalisme.

La nécessité d'un projet communiste n'est pas seulement d'actualité mais il est de plus en plus nécessaire pour la défense et la conquête d'espaces de démocratie avancés.

Il existe une base de rassemblement antilibéral : c'est celle qui a su dire « non » à la constitution européenne porteuse d'ultralibéralisme. Cette bataille gagnée grâce à l'union des antilibéraux doit devenir la référence d'efficacité.

4. Contribution

Le plaisir de refaire le monde !

4 juillet 2007

Serge Grossvak

Mardi 17 juin, avait lieu, à Fosses, une réunion de réflexion (je n'ose dire de préparation de Congrès tant celui-ci se présente comme une grande messe sinistre). Émancipation, communisme... Une bouffée de jeunesse où il était à nouveau permis de refaire le monde, d'aller à l'idéal, d'accepter l'utopie.

Globalement, pour ce que j'en retiens très partialement, c'est la quête des émancipations d'ors et déjà possible qui prédomine. Cette démarche est porteuse d'une sortie du dogme du grand soir et du Parti guide. L'idée gagne de la perspective du communisme comme vivant dans le réel et non plus comme le modèle à atteindre tel que le décrivait le 20^e siècle. Cette nouvelle vision élaborée par Sève (ou retrouvé dans Marx) il y a quelques années a rencontré un fort succès. Cette rupture dans notre approche du communisme fonde une nouvelle compréhension du monde, de ses développements, et par la même du sens de l'engagement militant pour révolutionner la société. C'est indubitablement un communisme nouveau qui est en train de naître, douloureusement, se libérant d'une construction de pensée de l'ère soviétique.

Rapports au travail, rapports aux objets consommés, l'argent et la gratuité, l'écologie menant au partage et donc à la question sociale de justice, sens de l'État : oppressif et dépossédant ou « État éthique » garant de l'équité... Ont été autant de pistes évoquées d'émancipations nécessaires ou à l'œuvre dans notre temps.

Cette recherche de pistes émancipatrices constitue sans nul doute un champ où nos diversités peuvent, pour le moment, se croiser avec bonheur. Les dissensus ne portent pas à l'affrontement et à la division. Si quelque chose est de l'ordre du gratuit et de l'échangeable à l'infini, c'est bien le rêve ! Peut être que cultiver le rêve peut influencer positivement sur le concret de la lutte politique. En soi, ce n'est déjà pas négligeable !

MAIS ! Mais venons en à ces interrogations, ces insatisfactions, que j'éprouve une fois cette première étape franchie de notre ré-élaboration de la vision communiste. Donc, je l'ai noté au début, le communisme vit dans notre quotidien. Il pousse, il recule, il vit à la force des humains. Le principe du droit égalitaire à la santé, avec la sécurité sociale, par exemple. Exemple simple, exemple où les

communistes ont été cheville ouvrière. Si bel exemple que, comme le faisait remarquer Jean-Louis Sagot-Duvaurox, à la différence des banques nationalisées puis reprivatisées, les Français sont attachés à cette « sécu » nationale.

Mais cet exemple est-il si simple ? Ou ne porte-t-il pas des contradictions qui doivent nous interroger si nous voulons redonner au mouvement d'émancipation force d'initiative et de conquête d'espaces nouveaux ?

Certes, la « Sécu », en son état, apporte une capacité d'affronter les grandes difficultés de santé. Elle rassure : nul ne demeurera (ou ne devrait demeurer) sans appui pour faire face à la maladie, la blessure, l'affrontement à la mort. La sécu a fait ses preuves d'utilité, nous la défendons. Est-elle parfaite ? Est-elle aboutie ? D'autres contradictions ne sont-elles pas nées du développement et des victoires de la sécu ? En prenant naissance, la sécu a bouleversé notre rapport à la santé. La santé devient autre et va à la rencontre de nouvelles contradictions.

Sommairement, parce que ce n'est pas l'objet de cette réflexion (et que cela dépasse mes compétences !), le champ expérimental des hôpitaux peut-il être rejeté de la catégorie émancipation au prétexte de sa vision mécanique, déshumanisante du corps ? L'ordre hospitalier constitue sans nul doute un « Appareil Idéologique d'État » (il me paraît dommageable d'abandonner les pistes de réflexions des années 50, Althusser, H. Lefebvre... dans leurs larges contradictions d'approches). Ses progrès (de cet ordre hospitalier) n'en sont-ils pas tout de même d'indéniables pourvoyeurs de libération humaine ?

Mais cet ordre s'oppose, avec force et réussite, à la massive aspiration populaire d'un rapport à la santé intégrant quotidien, reconnaissance de la personne, participation citoyenne... (dans un contexte où les problématiques médicales se sont bouleversées. La « maladie » est devenue majoritairement mal de dos, surcharge pondérale...mal être de la vie.)

Le communisme est dans notre quotidien, aspirant à grandir. Alors, comment répondre à cet « antagonisme » de ces 2 démarches aspirant à un progrès porteur d'émancipation ? Nous avons à construire cette « réponse ».

Nous pouvons sans doute multiplier à l'infini ces interrogations issues de la vie. Elles imposent à notre réflexion de communistes de fouiller plus loin le chemin nouveau que nous commençons à tracer. Je veux prendre quelques expériences supplémentaires afin de prendre du recul. La recherche d'une réponse face à une seule problématique peut induire en erreur. Il s'agit d'entrer dans une vision civilisationnelle susceptible de devenir une « culture des dominés » (selon l'expression de Pierre Zarka)

1/ l'entreprise coopérative. Donc, prenons l'exemple des rapports au travail, de l'émancipation autogestionnaire (perspective évoquée par Pierre Gayral, les « Alternatifs »). Les relations au travail sont

hiérarchiques, autoritaires, contraignantes sur la personne, dans le privé comme dans le public. Le mouvement coopératif semble offrir une perspective, et je lui additionnerai l'ensemble de l'économie solidaire.

Dans ces structures, le principe de propriété collective de l'entreprise, d'égalité des travailleurs et des capacités d'intervention citoyenne constitue une indéniable anomalie novatrice dans notre société. Un espoir dans le présent. Une piste pour le futur ?

Sans nul doute, des réussites existent. Je veux m'appesantir sur des échecs, ou tout du moins des difficultés rencontrées. Ces échecs sont, à mes yeux, évocateurs des contradictions à affronter pour donner crédibilité à un bouleversement général des rapports au travail.

L'expérience des Kibboutz. Pour ce sujet je n'évoque pas la dimension coloniale qu'a prise cette démarche émancipatrice pour un seul peuple (j'évoque la forme économique des Kibboutz). Bien sûr, c'est encore une autre contradiction que l'absence d'une aspiration partagée avec le peuple palestinien.

Je n'ai qu'une connaissance très superficielle de cette expérience. J'ai connaissance à la fois des succès initiaux des initiateurs, du repli de ces coopératives et de l'expérimentation humaine (Bettelheim, notamment). Cette mise en œuvre a été d'une grande nouveauté en initiant non seulement des rapports professionnels coopérateurs, mais jusqu'à un bouleversement des relations familiales.

Ce puissant mouvement bénéficiait d'une grande aura. Il n'est cependant pas parvenu à résister au défi capitaliste. Son existence actuelle est marginalisée, poches de résistance sans attractivité susceptible de concurrencer dans l'économie et dans la structure sociale le modèle de la classe dominante.

Le rapport égalitaire et citoyen de ces unités économiques s'est montré en panne, ou tout du moins suffisamment peu créatif pour insuffler une aspiration nouvelle.

Ce constat d'une panne d'un modèle coopératif se double du regard de l'agriculture française. Nulle part de la société nationale n'est organisée plus solidement sous forme coopérative. Formidable mouvement d'émancipation permettant aux agriculteurs de trouver à la fois efficacité économique et transformation des conditions de travail. Cette expérience de solidarité se trouve ne produire ni dynamique créatrice de nouvelles relations humaines (les règles du marché économiques y ont largement repris la main), ni attractivité pour les autres parts de la population, ni expression politique.

L'idéal coopératif, en lui-même, n'est pas producteur d'un bouleversement suffisant pour constituer une perspective attractive, pour produire de l'élan et ainsi passer d'un rapport d'avantages particuliers à une remise en cause des fondements des relations au travail et ainsi entrer dans la dimension du communisme naissant. (Ce qui n'est en rien péjoratif à l'égard du monde paysan, et qui rejoint d'autres expériences telle la société coopérative des élingueurs du port

du Havre (sur ce dernier groupe, mes petites informations ont 20 ans d'âge et j'ignore les développements depuis.)

Un mouvement émancipateur est né, a remporté d'indéniables succès. L'absence de perspectives et d'une approche plus globale a conduit à un retour dans le giron des pratiques aliénantes.

2/ Les rapports hiérarchiques. Sans entrer dans les détails et éventuellement susciter d'autres problématiques, je veux donner en réflexion un aspect rencontré dans ma vie professionnelle. Une collègue, travaillant à l'accueil des habitants d'un quartier populaire, avait pris une posture particulière dans son travail. Ici, l'engagement et la conscience dans le travail n'est pas soumis à question. Le parcours personnel de cette collègue revenait à trouver passion et épanouissement à prendre en charge (faire à la place de...) les personnes en difficulté. A mon sens à les assujettir, et contribuer à défendre leur aliénation. Dans cette situation, la défense simple du principe de l'autogestion aurait conduit à laisser perdurer cette situation défendue par la collègue concernée, comme par la partie de la population captive. C'est-à-dire que la liberté donnée à une personne, lui permettant de s'émanciper de la contrainte institutionnelle et hiérarchique, conduit à développer une privation d'épanouissement...

Cette contradiction me paraît suffisamment éloquente pour montrer le piège pour les communistes que peut constituer une perception isolée d'un mouvement libérateur (ici, je ne mets pas en cause la recherche d'autonomie et d'épanouissement personnel, si cruellement niée dans nos institutions publiques). Nous avons à nouveau rencontré un sérieux antagonisme entre 2 démarches porteuses d'émancipation. Nous avons à élaborer une construction intégrant la nécessaire libération et valorisation du travail (social comme industriel) et la toute aussi nécessaire globalité du travail effectué.

3/ les femmes issues de l'immigration : la dernière décennie a propulsé la « question » féminine sur la problématique immigration. (J'ai longuement hésité dans l'usage du terme « question », son usage n'est pas péjoratif à l'égard d'un mouvement crucial de libération, mais veut exprimer le souhait d'aborder un questionnement.) Cette évolution est doublée d'un affaiblissement des organisations féministes et des échos médiatiques qu'elles pouvaient trouver. Cette affirmation légitime des femmes issues de l'immigration prend une tournure où le modèle occidental et libéral est à nouveau drapé d'un voile de perfection. Mais là n'est pas le sujet de ce moment.

Donc, notamment par l'entremise de « Ni putes, ni soumises », avec un fort soutien médiatique, le mouvement d'émancipation des femmes de l'immigration s'affirme dans l'opposition, l'affrontement, à une domination masculine particulière dans certaines formes. Celle des hommes originaires d'autres contrées.

Toute lutte endosse son histoire, son vécu. Des femmes ont eu à mener un combat difficile face à des dominations familiales, des usages de groupes. Certaines ont dû faire preuve d'un immense

courage pour résister à des menaces visant à leur imposer des pratiques, des vêtements, des renoncements. Ces vécus et ces vives blessures vont envelopper de nouvelles histoires aux problématiques renouvelées. Et cet affrontement libérateur va se trouver confronté à un monde masculin déraciné, inféodé, rejeté, à son tour en grande souffrance.

Ici, le propos n'est pas de demander patience aux femmes pour parvenir à leur émancipation, mais de relever qu'une contradiction apparaît avec un autre mouvement d'émancipation, celui des populations issues des colonies. Dans un monde tristement dominé par l'image du « choc des civilisations », où les cultures autres qu'occidentales sont rabaissées, la prise en compte unique du rapport aux femmes produit une unité avec la vision dominante. Confrontation, division, opposition de mouvements de libération conduisent à l'échec mutuel. La problématique est identique à la nécessité d'union des classes prolétaires et paysannes du XIX^e siècle.

Ici aussi, la question posée aux communistes est de construire une perception, une vision capable d'unifier des mouvements d'émancipation nés « naturellement » dans les développements des sociétés. Unification constituant la condition du succès de chaque lutte.

4/ la sécurité. Dernier point que je souhaite aborder. Point éloquent, puisque revêtu d'un discours de droite fort et cohérent, trouvant des échos jusque très loin dans les courants de gauche (même communistes).

Le recul de la violence, le respect des lois, ne constituent-ils pas un fondement de progrès social ? L'État, en se positionnant comme défenseur des limites n'est-il pas dans son rôle ? N'est-il pas investi de l'intérêt commun ? Ce principe d'intérêt commun n'est-il pas émancipateur des collectivités urbaines ?

Par notre passé, par notre idéal, nous sentons bien qu'ainsi posé cela ne va pas. Et pourtant, le malaise est grand. Nombre d'élus communistes en sont amenés à céder, faute de perspectives plus conformes aux convictions. On peut encore se rassurer en pensant que lorsque le pouvoir reviendra aux ouvriers...

La réalité nous confronte à des « sauvageons » traversés d'humanité, à l'image des forçats décrits par Hugo il y a 150 ans. Et puis, cela ne suffit encore pas, lorsqu'on mesure que ces jeunes à « kärchériser » éprouvent un sentiment de révolte dont il faut admettre la justesse de certains fondements. Et puis, il y a à entendre ce mal être général où le jeune individu perd son chemin de reconnaissance dans le monde adulte, où l'adulte perd sa racine collective. Rudes réalités conduisant à des révoltes dont nous savons que peut naître un nouvel équilibre plus humain.

La société ne se résume pas aux Droits concédés aux individus, aussi essentiels soient-ils. Il nous faut à la fois défendre les Droits et ceux qui les enfreignent (dans la mesure où ils sont porteurs d'une problématique globale). A nous priver de la seconde proposition, nous sommes propulsés dans la vision de l'État régalien si cher au

libéralisme, si bien exprimé par Sarkozy.

Une intervention politique est nécessaire pour qu'une « classe dangereuse » devienne une classe porteuse d'avenir.

Tous ces exemples sont sans doute bien longs. Mille excuses à qui aura eu la gentillesse et l'amitié de suivre ce développement. Il témoigne des multiples interrogations auxquelles je me confronte. Saisissant ça et là des éléments de réflexions bien plus élaborées que la mienne. Confrontant ce que je retiens de ces efforts à des vécus ou des expériences (« des réalités concrètes » non porteuses de certitudes).

Nous sommes nombreux à nous creuser la tête pour sortir de cette nasse de la fin d'une époque cruelle et pourtant féconde. La question du communisme nous obsède, nous ne pouvons admettre sa fin, sa mort, parce que ce serait admettre l'avilissement de l'humain porté par le libéralisme, parce que c'est un peu de notre histoire et de notre être qui s'effacerait. Parce que ce serait se soumettre.

Mais nous savons que l'enfermement dans la structure de pensée du XX^e siècle ne produit d'effet ni ici, ni ailleurs. Nous savons qu'il est inutile de nier que chaque période électorale montre le détournement accentué du peuple. Cette rupture profonde que constitue l'approche du communisme par la recherche et l'engagement dans les émancipations en cours représente un chemin vers le futur. Mais par ce qui précède, nous percevons bien que nous en tenir à la proposition des élans émancipateurs ne peut être suffisant. Que ce ne peut être qu'une étape.

Pas de communisme du grand soir élaborée par de brillants chefs, bien évidemment. Mais un communisme capable d'offrir au débat de la perspective (communiste de L. Seve) rassembleuse (des revendications parcellaires, P. Zarka). Comment donner à voir, à partager massivement ce mouvement rassembleur dont pourraient faire usage les classes dominées ? Tel me paraît être la question du moment.

Alors, comment identifier un mouvement émancipateur ? Comment ne pas se fourvoyer dans n'importe quel élan populaire, le nationalisme par exemple ? Qu'est ce qui différencie un mouvement nationaliste d'un mouvement de reconnaissance d'identité ? Qu'est ce qui différencie en profondeur un mouvement tel que le Front National, d'un mouvement tel que celui pour les langues minoritaires ? ... Mais également qu'est ce qui fait qu'un mouvement peut basculer d'une catégorie à l'autre (dans les 2 sens, de l'identité au repli, ou du fascisme aux revendications de classe tel qu'évoqué par Togliati, Gramsci, en Italie) ?

Il m'apparaît un critère simple, évocateur, lisible : le mouvement est-il tourné contre autrui, ou pour soi ? Celui dont le ressort est déterminé par l'affrontement à un ennemi ne peut porter un progrès de l'émancipation, y compris les communistes. Celui qui est mû par la

recherche d'une réponse à un besoin particulier, porte en son sein une part émancipatrice. Une part seulement, un potentiel d'émancipation. (peut être y a-t-il un lien très amateur avec le travail du philosophe Jouary, « *pour comprendre les illusions* »)

Mais revenons sur cette dichotomie en la confrontant à deux exemples. Tout d'abord les premiers pas de l'URSS naissante. Puis à un exemple plus simple et immédiat : les langues minoritaires en France. Je ne sais si ma démarche de confrontation à l'exemple trouvera écho et paraîtra fécond à un questionnement... ou si ce procédé sera vécu comme puénil. Quoiqu'il en soit, ce heurt au « réel » m'apporte l'avantage d'une clarté dans le cheminement de mes interrogations et ma quête de réponses possibles.

1/ l'URSS. Très schématiquement, en ses premiers pas le pays des Soviets est porteur d'idéaux répondant aux aspirations des populations : « la terre à ceux qui la travaillent », « l'électricité partout »... et beaucoup d'etc.... Le mouvement est dans l'émancipation.

Et puis la situation se retourne, volontairement ou sous la contrainte. Face aux difficultés de mise en œuvre, à l'agression armée, l'unification se fait contre des ennemis désignés (moujiks, juifs, allemands, américains...) et le mouvement d'émancipation se trouve écartelé, jusqu'à succomber, dans une pensée guidée par la désignation d'un autrui ennemi. Les conditions de régression sont là. Ce n'est pas la « bureaucratie » qui est cause de l'échec de l'espoir soviétique. Cette dernière n'aura constitué que l'outil et l'expression de la perte des capacités d'appréhender les aspirations libératrices de la société russe de l'époque.

2/ nationalisme et langues minoritaires. Le nationalisme est l'exclusion de l'autre, le rejet. Mais notre pays voit fleurir une attente de reconnaissance de langues « minoritaires », régionales ou originaires de l'immigration. De fortes réactions de refus sont opposées à ces attentes au motif de défendre l'unité nationale. Ces revendications identitaires sont perçues comme porteuses de rejets, de refus « d'intégration », de reniement de l'ordre républicain.

Unir, rassembler constituent des objectifs légitimes. Ils contribuent à l'élaboration d'un « vivre ensemble » pacifiquement. Cet objectif est émancipateur par cet idéal. Ne se retourne-t-il pas lorsqu'il ne peut entendre l'aspiration de groupes à assumer leurs histoires familiales ? L'aspiration à être fier de ses racines, à vivre avec une humanité construite autour de petites différences collectives ne relève-t-elle pas d'une autre émancipation que nous devons intégrer ? (à l'égal des interrogations qui nous avaient assaillies concernant les « anormaux » initialement rejetés en asile...)

Nous sommes à nouveau face à une « contradiction » entre 2 aspirations porteuses d'émancipations... Et contraint de trouver le chemin unificateur, qui définira une nouvelle civilisation.

De ces 2 exemples supplémentaires, je tire 2 leçons. La première, que l'émancipation ne peut émerger que d'une attente de libération d'une contrainte individuelle ou collective, et de la construction de

perspectives de dépassement de ces contraintes. La seconde, que les aspirations à l'émancipation ne peuvent parvenir à leur but que par l'intégration dans un ensemble plus vaste intégrant des attentes en première instance contradictoires.
N'est-ce pas cette construction que nous avons à élaborer pour contribuer efficacement aux débats en cours pour sortir du cul de sac libéral ?